

LES ABSTRACTIONS DE L'ECONOMIE GLOBALE

Christian COMELIAU

Je remercie les organisateurs de ce colloque de m'avoir permis d'y contribuer, mais je dois mentionner dès l'abord l'objection que je leur ai déjà indiquée, à savoir mon inexpérience quasi totale quant au thème proposé: les rapports sociaux entre "genres" ne font pas partie de mes domaines de recherches habituels.

J'ai compris peu à peu, cependant, en réfléchissant à une contribution possible, que ce thème m'était moins étranger que je ne le pensais. Et je crois même avoir compris pourquoi: les raisons qui rendent les méthodes traditionnelles de l'économie tellement inadaptées à une approche compréhensive des rapports économiques et sociaux concrets entre hommes et femmes – je dirais même, plus largement: les rapports entre les dimensions masculines et féminines des activités humaines en général -, ces raisons sont exactement celles que j'identifie comme les *problèmes conceptuels de base de l'étude du développement*. Je savais que la science économique conventionnelle était mal armée pour répondre aux questions les plus fondamentales du développement ; je découvre qu'elle n'est guère mieux équipée pour expliquer les rapports sociaux entre hommes et femmes, et qu'elle constitue davantage un obstacle qu'un instrument pour l'analyse de ces rapports.

C'est cette difficulté que je vais essayer d'expliquer ici, en montrant cependant qu'elle n'a rien d'irréparable. Je décrirai d'abord quelques caractéristiques générales de cette approche économique conventionnelle, pour montrer comment ces caractéristiques débouchent sur des notions extrêmement agrégées et abstraites dans le domaine de la macro-économie. Je dégagerai ensuite quelques conséquences d'une telle approche, en suggérant combien les rapports de "genre" sont impliqués dans les problèmes les plus cruciaux du développement actuel. J'essaierai d'indiquer, en conclusion, à quelles conditions l'approche de ces problèmes pourrait être améliorée.

Economie conventionnelle et macro-économie : caractéristiques générales

Je ne peux évidemment pas m'engager ici dans un exposé académique des principes généraux de la "science" économique, et je me limite à trois observations:

- De manière générale, les économistes abordent la réalité sociale en s'aidant principalement des concepts et des raisonnements hérités de la *théorie de l'économie de marché*. Ces concepts et raisonnements présentent l'avantage d'une certaine rigueur, mais ils procèdent d'une schématisation extrême de la réalité à partir de certaines hypothèses limitatives (par exemple celles de l'individualisme, de l'appropriation et de la concurrence). Ils ne sont donc pas seulement abstraits, ils sont surtout *réducteurs*. Ce réductionnisme est encore accru dans le domaine de la macro-économie, qui traite de l'économie dans son ensemble plutôt que du point de vue des acteurs individuels, puisque celle-ci raisonne essentiellement sur des grandeurs agrégées.
- Les défauts de cette approche sont fréquemment aggravés par un travers fâcheux de la science économique et des économistes, lorsque ceux-ci prétendent donner à ces concepts et ces raisonnements, non seulement un rôle explicatif de la réalité sociale, mais *un rôle normatif* pour transformer celle-ci. Si les manuels d'économie démontrent que la concurrence parfaite produit un "optimum" social, il faut donc que la société concrète se conforme au plus près aux hypothèses de la concurrence parfaite, quelle que soit la difficulté ou même l'irréalisme de ces hypothèses.
- Mais c'est aussi le contexte d'application de ces instruments qui aggrave leurs défauts. Ce contexte est aujourd'hui celui de la *mondialisation* ou globalisation; or, on peut prouver que les mécanismes de celle-ci accentue les inégalités, divisant les collectivités humaines en bénéficiaires et en victimes de la globalisation. Dans un tel contexte, il est bien dangereux - tant sur le plan de l'efficacité que de celui de l'équité et de la durabilité - de ne pouvoir se référer qu'à des catégories agrégées et de pas être capable de faire entendre les spécificités des divers groupes sociaux.

La compréhension et la maîtrise de l'économie au niveau collectif font l'objet de l'approche *macro-économique*, par opposition à la rationalisation du comportement des acteurs individuels (individus, ménages ou entreprises) qui font l'objet de la micro-économie. Elle suppose une comptabilisation à un certain niveau d'agrégation, bien entendu : mais sur quelle base? La réponse est nécessairement

contingente et politique, c'est-à-dire dépendante des possibilités techniques et surtout des objectifs poursuivis. Concrètement, cela veut dire que l'agrégation macro-économique se fonde :

- sur ce qui est facilement *quantifiable et comptabilisable* : cette exigence soulève un redoutable problème d'indicateurs, à moins qu'on ne se limite - et c'est ce qui est le plus probable - à la comptabilisation des valeurs marchandes en termes de prix et de revenus ;
- sur ce qui est *jugé acceptable et important dans la définition institutionnelle des droits et devoirs* de la collectivité et de ses membres: ici intervient à nouveau l'économie marchande, puisque le travail domestique, par exemple – et en particulier celui des femmes au foyer –, ne fait pas l'objet d'une reconnaissance institutionnelle distincte, et n'entre donc pas dans cette agrégation;
- sur ce qui est choisi comme méritant de figurer parmi les *objectifs* de la politique économique: l'accroissement du revenu global, par exemple, ou l'équilibre de la balance des paiements extérieurs et celui des finances publiques, ou encore l'accroissement des avantages matériels de telle classe sociale ou de tel groupe socio-professionnel, par opposition à telle ou telle revendication moins directement matérielle de dignité, de convivialité, d'autonomie, de qualité de la vie, ou simplement de paix.

L'agrégation macro-économique dissimule donc des choix politiques que les responsables préfèrent ne pas expliciter. Mais elle dissimule aussi la nature concrète des *rapports de pouvoirs* entre les individus et entre les groupes sociaux: elle parle de produit, de revenu, de consommation, d'épargne, d'investissement, d'exportation..., mais elle ne dit pas *qui* est concerné plus particulièrement par ces grandeurs abstraites : les pauvres ou les riches, les vieux ou les jeunes, les ruraux ou les urbains... Et encore moins les hommes ou les femmes: les catégories du produit intérieur brut et des autres agrégats macro-économiques sont totalement *asexuées*.

Mais cette non-prise en considération de la dimension de "genre", et donc des rapports de pouvoir entre les genres, mérite d'être soulignée parce qu'elle met particulièrement bien en valeur le caractère rudimentaire de l'approche économique orthodoxe. Celle-ci aboutit en effet à privilégier le quantifiable par rapport au non quantifiable (le revenu du chef de ménage par rapport à l'affection des parents pour les enfants, notamment), mais aussi l'activité extérieure par rapport à l'activité domestique, et plus généralement l'activité rentable et rémunérée par rapport à l'activité non rentable et non rémunérée. Et les acrobaties comptables de certains

économistes orthodoxes – à l'exemple d'un Gary Becker, prix Nobel d'économie, qui prétend attribuer une valeur marchande à toutes les dimensions de la vie familiale – ne constituent évidemment pas une solution acceptable à cet obscurantisme intrinsèque de l'approche économique.

Au total, on ne peut nier que les modes d'agrégation en usage dans les méthodes de la macro-économie aboutissent à une description simpliste des relations sociales, à une dissimulation (rarement innocente) des rapports de pouvoirs, notamment entre genres, et donc à une présentation profondément biaisée des défis du développement, si l'on entend par ce dernier terme la poursuite volontaire d'un changement social mieux maîtrisé afin d'aboutir à de nouveaux types de rapports sociaux. Mais il ne s'agit pas là d'une faiblesse spécifique, contingente, de la théorie économique lorsqu'on essaie de l'appliquer à une catégorie de problèmes particuliers (dont feraient partie les questions de "genre") ; il s'agit au contraire d'une *lacune fondamentale* de cette théorie, qui met en question l'ensemble de sa portée explicative et normative.

J'en conclus que *les rapports de genre constituent un domaine de réflexion privilégié pour l'analyse des problèmes de développement et la recherche de leur solution*. C'est ce que je vais essayer d'illustrer dans la section suivante.

Rapports de genre et problèmes actuels du développement

Je propose ci-dessous une liste de quelques-uns des problèmes actuels les plus importants du développement dans ses rapports avec l'économie, tels qu'ils se révèlent aujourd'hui, dans les pays du Nord comme dans les pays du Sud. Même si la liste ne se veut pas complète, elle illustre bien la nature de quelques-unes des questions les plus cruciales dans ce domaine. Je voudrais suggérer que, lorsqu'on essaie de les concrétiser, chacune de ces catégories de problèmes de développement apparaît étroitement conditionnée par les rapports hommes/femmes, ou au moins par la différence entre les aspects masculins et les aspects féminins du comportement humain.

- Il me semble d'abord que l'une des questions les plus négligées en matière de politique de développement est celle des finalités, c'est-à-dire celle du choix des *objectifs* de ces stratégies. La raison de cet oubli apparent provient de ce que les approches dominantes considèrent qu'il n'y a finalement qu'un seul modèle, une seule politique prétendument "optimale" pour atteindre le développement : et comment en serait-il autrement, si l'on conçoit celui-ci comme la répétition de l'expérience des pays aujourd'hui industrialisés, et encore, une répétition qui sauvegarde les intérêts

de ces pays industrialisés? En conséquence, la politique de développement doit être axée essentiellement sur la maximisation de la croissance, sur la compétitivité et l'industrialisation, sur l'accumulation du profit, et surtout sur l'insertion maximale dans les échanges internationaux: le développement doit ainsi déboucher sur la multiplication de partenaires riches et puissants au sein du système mondial.

Il est devenu presque malséant aujourd'hui de rappeler que de tels objectifs de puissance économique ne sont pas les seuls possibles, qu'après tout l'économie est au service de la société et non l'inverse, que l'économie du profit ne coïncide pas nécessairement avec l'économie des besoins, et qu'ainsi les priorités du développement pourraient être aussi conçues en termes de satisfaction de besoins essentiels, d'autonomie des collectivités, d'amélioration de la santé et de l'éducation, de paix et de convivialité. Mais il s'agirait d'une conception de base fondamentalement différente, peut-être plus féminine dans sa recherche d'harmonie que masculine dans son exaltation de l'agressivité.

- De la même manière, on constate la prédominance écrasante, dans les politiques actuelles de développement, des préoccupations d'équilibre macro-économique et macro-financier. Elles s'expliquent par les mêmes exigences d'insertion comme partenaire "crédible" dans les échanges internationaux ; elles s'appliquent donc, sous des appellations différentes, à l'ensemble des nations candidates à ces échanges, au Nord comme au Sud. Ce qu'on appelle "ajustement structurel" dans les pays dits en développement devient ainsi "critères de convergence" en Europe, mais l'exigence est fondamentalement identique. Cette exigence n'a rien de critiquable en elle-même, certes, sauf dans la mesure où elle se prétend critère unique d'équilibre. Car elle élimine alors toute référence aux exigences minimales de l'*équilibre social*, et notamment de l'équilibre dans la répartition des revenus et des modes d'accès aux ressources collectives. On en connaît le résultat: les équilibres macro-économiques et macro-financiers sont imposés au détriment des groupes sociaux les plus faibles, et en particulier de ceux qui ne peuvent reporter sur d'autres la charge de l'ajustement. Les chefs d'entreprises peuvent "répercuter" l'alourdissement de leurs charges sur leurs salariés ou leurs clients : mais sur qui peuvent "s'ajuster" les mères de familles et les enfants en bas âge, lorsque leurs conditions de vie se détériorent au nom des équilibres macro-économiques, de la compétitivité, voire du remboursement de la dette extérieure?

- Ce ne sont pas seulement les équilibres sociaux qui sont menacés par la diffusion du modèle de développement dominant, ce sont aussi les équilibres écologiques. Contrairement à la caricature qui en est parfois présentée, cette question déborde très largement les seuls aspects de la qualité de l'environnement immédiat de chacun d'entre nous: on sait qu'elle soulève désormais des défis gigantesques quant à la *place de l'homme et de ses activités dans l'équilibre et la reproduction de la nature et de l'ensemble des écosystèmes*. On commence seulement à comprendre l'incroyable agressivité qui a présidé depuis deux siècles à nos relations avec la nature: cette agressivité n'est peut-être pas nouvelle, mais ses effets négatifs ont été considérablement démultipliés par l'industrialisation consommatrice de ressources non renouvelables, puis par la généralisation du modèle de développement prédateur au cours des récentes décennies. L'orientation de ce modèle paraît bien dominée par des hommes et des valeurs masculines: s'il en est ainsi, la transformation de ce modèle de consommation et de production exigera l'émergence d'un nouveau système de valeurs, et donc de nouvelles relations entre les hommes et les femmes.
- Dans la même ligne, l'un des problèmes de fond du développement est probablement celui du *mode d'expression des aspirations et des besoins*, parce que notre système confère une prédominance de plus en plus indiscutée aux mécanismes du marché, c'est-à-dire à la demande solvable et (peut-être plus encore) à l'habileté des offreurs en quête de profit pour anticiper ou créer cette demande solvable. Demande et profit ne s'embarrassent guère de différences sexuelles, certes, sauf si elles peuvent mettre ces différences à leur service, ce qui accroît inévitablement les conséquences des rapports de force entre les genres. Mais ce sont les modes institutionnels d'expression de ces besoins collectifs qui sont eux-mêmes profondément imprégnés par les rapports de force: les responsables officiels décideront de la guerre ou de la répression, laissant aux "mères de la Place de Mai" et autres groupes comparables (voyez l'Algérie, l'Irak, l'Afrique centrale) la charge désespérée de protester contre les conséquences de cette guerre et de cette répression.
- Je voudrais ajouter encore un exemple, mais un exemple particulièrement significatif, de ces domaines où les problèmes cruciaux du développement actuel rejoignent ceux des rapports de genre: c'est celui de la répartition du revenu. Je n'entre pas ici dans la discussion, évidemment importante, sur les discriminations de salaire entre les sexes et les raisons qui prétendent la justifier. Mais on peut rattacher ce problème à la question plus globale de

la répartition du revenu entre facteurs de production, et notamment entre *le facteur capital et le facteur travail*. On constate qu'aujourd'hui que l'essentiel des politiques d'"austérité", présentées comme inévitables tant dans l'économie publique que dans l'économie marchande – et c'est vrai si l'on se place dans une perspective de maximisation du profit de quelques-uns – consiste à reporter cette austérité sur les besoins collectifs d'une part, sur le volume d'emploi et la rémunération du facteur travail d'autre part. Il n'y a pas que des perdants dans ce genre d'ajustement, puisque la bourse s'envole en proportion des perspectives de licenciement. Je n'ai pas besoin de décrire longuement ce phénomène désormais bien connu; je fais remarquer, simplement, que le capital n'a pas de sexe, mais que le travail en a nécessairement un, et que les conséquences actuelles sont malheureusement celles auxquelles on pouvait s'attendre.

Conclusions

On peut généraliser les remarques qui précèdent en affirmant que les problèmes cruciaux du développement sont aujourd'hui ceux de l'identification des finalités de ce développement, de leurs contraintes sociales et écologiques, et de leurs modes d'expression. Chacun de ces problèmes est profondément conditionné, dans sa nature, par les rapports de genre dans la société qui est supposée les résoudre. Ce sont des hommes et des femmes, et non pas un modèle abstrait, aussi puissant soit-il, qui sont les véritables sujets de ces besoins; ce sont des systèmes de valeurs, et la pondération relative qu'ils accordent aux valeurs masculines et féminines, qui évaluent les divers besoins sociaux et leurs contraintes de réalisation. Et les inégalités dans la répartition du pouvoir d'expression et de décision entre les sexes se trouvent formidablement amplifiées dans l'organisation actuelle de l'économie et de son développement, alors même que cette économie se croit fondée sur la liberté et l'égalité des individus et sur la "libre" concurrence: on retrouve ici la tendance déjà évoquée des économistes à prendre leurs abstractions pour des réalités et leurs schémas théoriques pour des normes d'optimisation sociale. J'en conclus que *la nécessaire transformation du modèle de développement dominant passe par une transformation profonde dans la conception des rapports de genre*. Mais certaines composantes de cette transformation méritent d'être soulignées.

La transformation implique en premier lieu, de toute évidence, une *amélioration des outils de l'approche économique*, en tant qu'instrument de compréhension puis d'action sur les principaux enjeux sociaux. Cette amélioration passe par un affinement des méthodes d'analyse, de manière à ce que le recours inévitable à des

mesures agrégées ne conduise pas à une ignorance systématique des caractéristiques concrètes des hommes, des femmes et des groupes sociaux masqués par ces agrégats.

Mais elle exige en second lieu, et plus fondamentalement, *un dépassement de cette approche économique*. Dépassement rendu nécessaire par deux siècles d'histoire qui débouchent sur une surévaluation fantastique, et totalement injustifiée, des composantes économiques du développement, au détriment de ses composantes sociales, psychologiques, culturelles, politiques, écologiques. Quelle que soit son importance pratique, il est devenu indispensable de remettre l'économie à sa place, et celle-ci est nécessairement subordonnée.

Dernière remarque: puisqu'il s'agit d'abord de méthode, cette transformation exigera des économistes et des autres spécialistes des sciences sociales un travail important de *réflexion théorique et technique*, pour lequel il leur sera indispensable de se rapprocher de la connaissance des sociétés concrètes, ainsi que des hommes et des femmes qui les composent. Mais cela ne suffira pas, et aucune transformation de cette ampleur ne résultera du seul travail des scientifiques. La société ne peut se transformer sans la société elle-même: selon qu'elle choisira de subir passivement le changement en fonction des contraintes imposées de l'extérieur, ou de gouverner celui-ci en fonction de ses propres choix collectifs, les perspectives de développement en seront radicalement modifiées. Le développement n'est pas d'abord un problème économique: c'est *un défi politique*, pour la résolution duquel il importe de constituer *une base sociale*.

C'est en ce sens que le rôle actif des femmes conditionne l'avenir de ce développement.

Pour en savoir plus:

COMELIAU Christian (sous la direction de), *Ingérence économique: la mécanique de la soumission*, collection Enjeux, Nouveaux Cahiers de l'IUED, Genève, et PUF, Paris, 1994, 150 p.

COMELIAU Christian (sous la direction de), *L'économie à la recherche du développement*, collection Enjeux, Nouveaux Cahiers de l'IUED, Genève, et PUF, Paris, 1996, 223 p.